

Dérèglements climatiques et environnementaux : passer à l'offensive !

Plus de 5 mois après la clôture calamiteuse de la COP-15 de Copenhague¹, et 6 mois avant la Cop-16 de Cancun au Mexique (29 nov – 10 déc), la rencontre intermédiaire de Bonn (31 mai – 11 juin) s'ouvre dans un climat de défiance. Début avril, Yvo de Boer, chef de la convention cadre de l'ONU sur les dérèglements climatiques pour quelques mois encore, avait déclaré qu'il n'y aurait pas d'accord sur le climat cette année et qu'il faudrait se contenter des mesures « opérationnelles » pour aider les pays les plus pauvres et protéger les forêts². La costaricaine Christiana Figueres, qui va lui succéder à compter du 1^{er} juillet, s'est pour l'instant contentée d'affirmer qu'elle souhaitait redonner « *confiance dans le processus de négociations* »³. Sans percevoir, ou du moins exprimer, que cette « *confiance* » nécessite des actes et non plus des engagements vagues au final non tenus⁴. Sans se rendre compte que l'incurie des principaux gouvernements de la planète ont de fait ouvert la porte à l'offensive des climato-sceptiques et que le tout a des conséquences sur les négociations internationales sur la biodiversité⁵. Dans le même temps, les mouvements sociaux se sont réunis à Cochabamba lors de la Conférence Mondiale des Peuples sur le Changement Climatique et les Droits de la Mère Terre à l'initiative du gouvernement bolivien et en sont revenus avec une déclaration des peuples⁶ et un agenda de rendez-vous et d'initiatives pour 2010 afin d'imposer de véritables solutions. A condition de construire un rapport de force suffisant...

Début avril, déjà à Bonn, les différentes parties impliquées dans les négociations internationales se sont réunies pendant trois jours. Comme l'écrit Hervé Kempf, « *les négociations sur le changement climatique ont failli ne pas redémarrer* »⁷. Les discussions ont achoppé sur la place à donner à "l'accord de Copenhague" et sur le devenir du protocole de Kyoto après 2012. Du côté des pays dits « développés », volonté a été affichée de tendre vers un seul traité, reprenant les conclusions de "l'accord de Copenhague" comme base de négociations et considérant que Kyoto prenait fin en 2012. Cette proposition a été rejetée par les pays en développement considérant que le principe de « *responsabilités communes mais différenciées* », au fondement du protocole de Kyoto, devait être conservé et qu'en l'état, rien ne laisse penser qu'il survivrait à l'ouverture d'une négociation sur un nouveau et unique traité. Une fois de plus, c'est sur ce principe⁸ que les pays en développement, et notamment le G77, se sont ressoudés face à l'offensive des pays développés. Ils ont donc proposé et obtenu le maintien des deux pistes de négociations (groupe de travail sur Kyoto - l'AWG-KP - et groupe de travail sur les actions de long-terme - l'AWG-LCA) tout en minimisant la place de "l'accord de Copenhague". Ce dernier n'apparaîtra en effet qu'au titre d'une simple « *soumission* » faite par les pays qui en sont à l'origine, au grand dam des négociateurs États-Uniens⁹ ou Européens. Derrière pointe également un débat sur la nature des engagements : légalement contraignants et résultant de la répartition d'un objectif global fixé collectivement comme dans le cadre de Kyoto, ou système de promesses non contraignantes établies par chaque pays comme le fait "l'accord de Copenhague". Rien n'est tranché à cette heure : le texte¹⁰ de Margaret Mukahanana-Sangarwe, président le groupe AWG-LCA, qui servira de base de négociations à Bonn laisse ouvert l'essentiel des enjeux. Du côté du Mexique, pays hôte de la prochaine COP, on souhaite modifier le processus de négociations en laissant la main à un groupe de « *pays restreint et représentatif* » sous le contrôle de l'ensemble des pays, tout en évoquant une « *responsabilité partagée* » et insistant sur le rôle des pays en développement¹¹. Pas sûr que cela soit de nature à recréer la « *confiance* » recherchée, alors que dans le même temps rien n'a avancé dans les financements promis à Copenhague¹²... et qu'au contraire, les pays développés multiplient les pressions sur les états qui ne soutiennent pas "l'accord de Copenhague" ¹³. Après le « *rendez-vous historique* » (manqué) de Copenhague¹⁴, il semblerait que les négociations se tournent donc à nouveau vers « *la stratégie des petits pas* ». Or, cette stratégie, déjà usitée avec le protocole de Kyoto ne fonctionne pas. Les émissions continuent à croître et les financements ne sont pas au rendez-vous. Résultat, les populations les plus pauvres paient les conséquences de comportements dont elles ne sont pas responsables. Business as usual¹⁵.

Face à cette inertie dangereuse des négociations officielles, il est décisif de transformer le rapport de force pour infléchir l'agenda international sur les enjeux climatiques et environnementaux. Quelles que soient les appréciations que l'on peut avoir sur l'intitulé de la rencontre et de certaines formulations de la déclaration finale, la conférence de Cochabamba a permis de mettre en lumière, tout en rejetant les solutions préconisées par la Banque Mondiale ou le G20, les enjeux sociaux, politiques et géopolitiques des solutions à apporter au changement climatique. Marquant très clairement un rejet du capitalisme, source des crises environnementales, sociales et démocratiques que nous vivons, la déclaration finale, basée sur un principe de solidarité et de complémentarité entre l'espèce humaine et la nature, rappelle un certain nombre d'exigences : ratification par tous les pays industrialisés du protocole de Kyoto ; réduction de 50 % des émissions de CO2 pour 2050, sur la base de la situation de 1990 ; limiter à 1°C l'augmentation de la température de la planète ; rédiger une charte des Droits des migrants climatiques ; élaboration d'une Déclaration universelle du Bien Commun de la Terre-Mère et de l'Humanité ; referendum mondial, sur le

respect et le droit de la nature ; constitution d'un Tribunal pénal international sur les crimes contre le climat et l'environnement. Difficile pour autant de considérer cette déclaration comme le pendant alternatif du calamiteux "accord de Copenhague". D'abord, parce que les deux textes n'ont pas le même statut, quoiqu'en disent certains. "L'accord de Copenhague" est en tant que tel une contribution soumise par l'ensemble des pays qui l'ont endossé. L'accord des peuples de Cochabamba n'est à ce jour qu'annexé à la contribution de 26 pages soumise par la Bolivie et cité par la contribution des pays de l'ALBA¹⁶. Ensuite, le rapport de force international ne permet pas de penser que les négociations puissent se faire sur la base de l'accord des peuples de Cochabamba. Si le G77 s'est ressoudé pour l'instant sur la question de la « *responsabilité différenciée* », il ne faut pas attendre de cette alliance hétéroclite qu'elle mène les négociations sur des bases anticapitalistes et antiproductivistes. Et ce d'autant plus que l'on connaît aujourd'hui parfaitement le rôle qu'ont pu jouer la Chine, l'Inde, l'Afrique du Sud et le Brésil dans la conclusion de "l'accord de Copenhague"¹⁷. Les mouvements sociaux et les ONG, s'ils croient au fil à plomb politique de la déclaration de Cochabamba à laquelle ils ont contribué, ne peuvent donc pas attendre le résultat d'une contribution portée par des pays, aussi bien intentionnés soient-ils, qui ne sont pas en position de force. Seul un véritable rapport de force international, construit sur des mobilisations massives et cherchant expressément à déstabiliser le train-train des négociations, peut contribuer à faire naître des politiques luttant véritablement contre les dérèglements climatiques tout en étant justes socialement et démocratiquement conçues. Si l'accord des peuples de Copenhague peut-être un appui en ce sens, elle n'est en rien suffisante. Pour cela, ONG et mouvements sociaux doivent définir leur propre agenda autonome de mobilisations. Ces dernières ne pourront d'ailleurs être pensées et construites qu'en lien avec les mobilisations et revendications portées face à la crise financière, économique et sociale que nous connaissons. S'il y a convergence des crises, nos réponses doivent être cohérentes face à l'ensemble des crises que nous connaissons.

L'autre bonne nouvelle de Cochabamba réside donc dans la semaine de mobilisations internationales et décentralisées que les mouvements sociaux ont planifiée du 10 au 16 Octobre 2010¹⁸. En Europe, des réunions initiées tant par Climate Justice Action¹⁹ que par Climate Justice Now²⁰ sont prévues autour de la rencontre intermédiaire de Bonn pour préparer ces échéances. Une véritable mobilisation à l'échelle européenne est absolument nécessaire pour exiger de l'UE qu'elle s'engage enfin à la hauteur des enjeux afin de rouvrir la possibilité d'obtenir un accord international contraignant, soit l'inverse de ce que vient de déclarer Connie Hedegaard²¹, actuelle commissaire à l'environnement. Et ce d'autant plus que les objectifs de réduction de GES que s'est donné l'UE sont faciles à atteindre, comme vient de le reconnaître Yvo de Boer²² et que des pays comme la France ou l'Allemagne rechignent²³ à s'engager à 30 % de réduction d'ici 2020, fourchette haute du paquet climat-énergie voté. L'UE devrait au minimum être cohérente et arrêter de prendre des orientations contradictoires avec ses engagements, comme sur l'extraction de pétrole des sables bitumineux²⁴. D'autre part, C. Hedegaard vient de déclarer que les marchés carbone étaient essentiels à un éventuel accord, alors que le marché carbone européen est source d'inefficacité et d'instabilité, ne permettant en rien la régulation des émissions de GES à l'échelle européenne²⁵.

Bien-entendu, il ne suffit pas d'appeler à la mobilisation générale pour que des milliers de manifestants défilent dans les rues et fassent le siège des ministères de l'environnement en attendant une décision d'en haut qui a peu de chances d'arriver. Il ne suffit pas non plus de grandes déclarations pour combattre des climato-sceptiques qui font feu de tout bois et dont les discours, en raison de l'inaction des gouvernements, font effet. Encore faut-il donner du sens à ses propositions de mobilisations et expérimenter concrètement des pistes alternatives qui donnent à voir ce que seraient de véritables politiques de rupture en terme d'urgence écologique et de justice sociale. Le 6 février dernier, lors de la rencontre initiée par Urgence Climatique Justice Sociale, il a été rappelé que « *pour devenir une question véritablement populaire, les alternatives à la crise climatique doivent chercher à résoudre la crise sociale, en traitant notamment la question de l'emploi, et garantir l'égalité sociale, entre le Nord et le Sud, mais également au sein des sociétés des pays développés* »²⁶. Ainsi, impossible de confier à la finance carbone la régulation du climat alors que la finance traditionnelle a fait naître une crise économique, sociale et démocratique d'une ampleur exceptionnelle. Dans le même temps, il a été affirmé qu'il était nécessaire de s'appuyer sur les initiatives locales et/ou concrètes qui visent une transformation profonde des modes de production, de consommation, de transports et d'habitat actuels. A ce titre, les initiatives de rédaction de Plans Climat Energie Citoyens²⁷, les mobilisations sur le fret, contre les projets aéroportuaires ou autoroutiers²⁸, le prochain camp-climat au Havre²⁹ sont autant de moments décisifs pour construire les mobilisations du mois d'Octobre. En ancrant nos revendications globales dans des pratiques alternatives, sans les opposer, nous pouvons réussir.

Maxime Combes, membre de l'Aitec

Dans le cadre du projet Echo des Alternatives (www.alter-echos.org)

21 mai 2010

- 1 Voir Trois leçons rapides de «Copenhague», <http://copenhague.blogs.liberation.fr/climat/2009/12/trois-leçons-rapides-de-floopenhague.html>
- 2 <http://www.google.com/hostednews/afp/article/ALeqM5gMvFlozGqm8-1Cr8YmSp036UOzOw>
- 3 http://www.durable.com/actualite/article_christiana-figueres-nouvelle-responsable-climat-de-l-onu_990
- 4 Comme l'a reconnu récemment Yvo de Boer, auditionné par le Parlement Européen, seuls quatre pays ont atteint les objectifs fixés par le protocole de Kyoto et un pays comme le Canada, dont les émissions ont augmenté de plus de 26 % sur la période, a refusé de se retirer du protocole. Ce même Canada, reçu les 4 et 5 mai par l'UE n'a été que faiblement critiqué par J.M. Barroso et H. Van Rompuy qui dirigent les institutions européennes. De telles attitudes et comportements rendent sceptiques les pays du Sud sur les engagements pris par les pays riches.
- 5 En cette "année de la biodiversité", et alors que les rythmes d'extinction d'espèces sont de 100 à 1000 fois supérieurs que la normale, Copenhague et l'offensive des climato-sceptiques risquent de compromettre la mise en place d'un GIEC de la biodiversité et de ralentir les négociations lors de la Conférence des Parties d'Octobre à Nagoya (Japon).
- 6 En Français : http://climatjustice.files.wordpress.com/2010/04/accorddespeuples_cochabamba-vfin.pdf
- 7 http://www.lemonde.fr/planete/article/2010/04/12/a-bonn-les-negociations-sur-le-changement-climatique-ont-failli-ne-pas-redemarrer_1332287_3244.html
- 8 Ce principe considère que les émissions passées des pays développés sont les principales responsables des dérèglements climatiques actuels, nécessitant en retour que ces derniers supportent l'essentiel des engagements de réductions de GES.
- 9 Comme le confirme le texte soumis par les Etats-Unis : voir cette analyse : <http://www.twinside.org.sg/title2/climate/info.service/2010/climate20100501.htm>
- 10 http://unfccc.int/documentation/documents/advanced_search/items/3594.php?rec=j&prire=600005797#beg
- 11 <http://www.france24.com/fr/20100502-climat-retablir-confiance-accord-sein-lonu>
- 12 Sauf à se réjouir que les financements promis dans la lutte contre la pauvreté deviennent par magie des financements pour le climat, comme le reconnaît Yvo de Boer dans son audition au Parlement européen.
- 13 Les Etats-Unis ont ainsi stoppé des financements à destination de La Bolivie et l'Equateur : <http://www.guardian.co.uk/environment/2010/apr/09/us-climate-aid>
- 14 Voir la déclaration de Climate Justice Now ! : http://climatjustice.files.wordpress.com/2009/12/cjn-statement_copenhague_fr_final.pdf
- 15 La loi sur le climat actuellement en discussion aux Etats-Unis, intitulée "American Power Act" est à ce sujet sidérante : en plus de prévoir des réductions de GES très restreintes, d'introduire un marché du carbone limité aux 7500 plus grosses unités de production, de réduire les pouvoirs de l'Autorité de protection de l'Environnement (EPA) en la matière, cette loi va faciliter la subvention de charbon propre et des techniques de séquestration du carbone, tout en autorisant la poursuite des forages en haute-mer, malgré fiasco de Deepwater Horizon . http://www.lemonde.fr/ameriques/article/2010/05/13/etats-unis-la-maree-noire-change-le-debat-sur-le-climat_1350747_3222.html
- 16 Il a également été présenté officiellement au secrétaire général des Nations-Unies Ban Ki-Moon : <http://pwccc.wordpress.com/2010/05/05/press-release-bolivian-president-evo-morales-to-deliver-results-of-peoples-conference/>
- 17 Voir cet article de Médiapart : <http://www.mediapart.fr/club/blog/mathieu-magnaudeix/030510/copenhague-recit-secret-dun-echec-et-ce-memorendum-réalise-par-TVWN> : <http://www.twinside.org.sg/title2/climate/info.service/2010/climate20100502.htm>
- 18 Voir le texte de Tadzio Muller traduit [en français ici](#) ou [la déclaration des mouvements sociaux en anglais ici](#) ou [en espagnol ici](#) .
- 19 Les 29 et 30 mai, voir : <http://www.climate-justice-action.org/>
- 20 Les 5 et 6 juin – Visiter le nouveau site de la coalition Climate Justice Now ! : <http://climate-justice-now.org/>
- 21 <http://www.carbon-financeonline.com/index.cfm?section=lead&action=view&id=12916>
- 22 http://www.euractiv.fr/energie-climat/article/2010/04/19/yvo-boer-ambitions-europe-reduction-20-2020-sont-faciles-atteindre_66531
- 23 <http://www.liberation.fr/terre/0101637668-berlin-et-paris-moins-chauds-que-bruxelles>
- 24 <http://climatjustice.org/2010/05/01/sables-bitumineux-l%e2%80%99ue-complice-du-canada/>
- 25 Voir *La mascarade des quotas de CO2*, <http://www.liberation.fr/societe/0101632633-la-mascarade-des-quotas-de-co2>
- 26 <http://climatjustice.org/2010/02/11/rencontre-nationale-pour-lurgence-climatique-et-la-justice-sociale/>
- 27 <http://climatjustice.org/2010/05/25/des-plans-climat-energie-citoyens-pour-construire-l%e2%80%99alternative-maintenant/>
- 28 <http://climatjustice.org/2010/02/09/des-mobilisations-pour-le-climat-et-la-justice-sociale/>
- 29 1^{er} site industriel émetteur de gaz à effet de serre en France : <http://climatjustice.files.wordpress.com/2008/10/tract-camp-climat.jpg>